

L'aide dans le secteur médical

L'importance de la priorité à accorder aux besoins médicaux était un autre point d'entente à la Conférence. Peu après la fin de la Conférence, le ministère de la Défense nationale du Canada a acheminé par avion, dans la région, des médicaments et des fournitures médicales d'une valeur de 8 millions de dollars. Cette opération de secours a été coordonnée par la Croix-Rouge canadienne.

Certains participants à la Conférence ont proposé d'établir des associations entre hôpitaux pour améliorer les conditions et la formation dans les centres hospitaliers. Le Canada a contribué 750 000 dollars à l'un de ces projets, à l'Hôpital N° 1 pour enfants, à Kiev (Ukraine), qui compte 600 lits. Les départements de pédiatrie de l'Université d'Alberta à Edmonton, et de l'Université de Georgetown à Washington (D.C.) coopèrent dans le traitement des enfants qui ont été atteints lors de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, ainsi que dans

la formation des médecins. Le directeur de projet pour le Canada, le docteur Ernest McCoy, indique qu'environ 100 médecins venus de tout le Canada participeront à la création d'un centre de pédiatrie modèle.

La Conférence de Lisbonne

La Conférence de Washington était cruciale pour déterminer les priorités, pousser les pays donateurs à l'action, et faire sortir les nouvelles nations de l'ancienne Union soviétique d'une situation critique : leur premier hiver d'indépendance. Il est clair que la contribution la plus durable sera le transfert de compétences dans les domaines de l'économie de marché et de la démocratie. Cependant, les secteurs prioritaires de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie, de la santé et du logement progressent déjà de façon prometteuse. ■

CONFÉRENCE DE LISBONNE

Une nouvelle alliance économique à long terme a été créée en mai lorsque les représentants des États issus de l'ancienne Union soviétique ont rencontré ceux de plus de 60 pays, dont le Canada, à Lisbonne.

Cette réunion visait à examiner le programme d'aide lancé par une coalition de gouvernements et d'organisations internationales à Washington en janvier dernier, et à établir des plans pour l'avenir.

Les délégués ont convenu que les mesures concertées prises par la communauté internationale pour encourager la stabilité ont donné de bons résultats jusqu'ici. Les envois d'urgence d'aliments et de médicaments ont aidé la population de l'ancienne Union soviétique à traverser un hiver incertain.

«Le prochain défi consistera à répondre au besoin urgent d'une aide à long terme, a dit M^{me} Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada et coprésidente du Groupe de travail de la Conférence sur l'aide alimentaire.»

Dans un discours prononcé à la conférence, le Ministre a déclaré que les efforts concertés pour fournir une aide constante doivent être accompagnés de réformes en Russie, en Ukraine

et au Kazakhstan. Elle a demandé que les nouveaux arrangements pour la coordination internationale suivent le modèle de la Banque mondiale.

Les participants à la conférence ont applaudi aux décisions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international d'accepter les anciens États soviétiques comme membres et de jouer un rôle de premier plan dans le passage à l'économie de marché. En outre, un fonds international de stabilisation des devises sera créé pour faciliter les efforts visant la convertibilité du rouble.

La sécurité nucléaire dans la région est une des questions qui préoccupaient le plus les délégués. M^{me} McDougall a rappelé que le Canada appuie fermement les mesures de sauvegarde et s'engage à mettre à la disposition des pays de l'ancienne Union soviétique son savoir-faire considérable en matière nucléaire.

Les délégués ont convenu que l'assistance technique devrait être le principal élément de l'aide qui sera fournie à l'avenir, en particulier dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du logement et de l'énergie.

La prochaine réunion doit avoir lieu au Japon cet automne. ■